



mercredi, 31 juillet 2013 Echec de l'europride mais succès en euros pour l'UMP ? Marseille : lendemains pas vraiment roses pour l'Europride [MARSEILLE](#) / PUBLIÉ LE MERCREDI 31 JUILLET 2013 LAPROVENCE Communication inexistante, ouverture ratée, concerts annulés, affluence limitée et Marche des fiertés en petit comité, un festival de ratés

Derrière l'échec de l'Europride se cache-t-il un parfum de favoritisme, ont questionné nos confrères de Rue89 dans une récente enquête ? Citant un ancien cadre de l'association organisatrice qui affirme que **la subvention municipale de 100 000 euros était caution à la signature d'un contrat avec la boîte de com' de Sébastien Chenu (*)**, le site pose les premières questions embarrassantes à une organisation qui a montré toutes ses limites du 10 au 20 juillet : communication inexistante, ouverture ratée, concerts annulés, affluence limitée et Marche des fiertés en petit comité.

"Je ne partage pas ce sentiment de gâchis dénoncé par certains, et si le problème est de savoir s'il y a eu un emploi fictif, la réponse est non. Je n'ai jamais rien traité avec lui au niveau de mes responsabilités", a mentionné hier Stéphane Corbin, l'un des adhérents à l'association organisatrice, réfutant toute opacité dans la gestion de la Marche ou du volet voyages - hébergement - restauration. Les attaques sont pourtant légion dans ce milieu toujours divisé. *"Il y a eu plus d'arrogance que de manque d'humilité. Pour moi, c'est une gabegie de l'organisation, un gaspillage de ressources et un manque de transparence. Ce serait un paradoxe qu'ils demandent des financements publics pour des choses qui n'ont pas été financées. Leur bulle spéculative a explosé"*, dénonce un observateur avisé en demandant des comptes. Il n'est pas le seul. *"La subvention de 30 000 € est soumise au bon déroulement de la manifestation et sera soumise à production d'éléments qualitatifs et financiers"*, prévient-on déjà au Conseil général. Idem du côté de la Région où l'on avertit que si de l'espace publicitaire a bien été acheté à hauteur de 30 000 €, la subvention de 40 000 € ne sera votée qu'en septembre. *"Mais même si on les soutient, on ne subventionnera pas les yeux fermés"*, ajoute la vice-présidente PS du Conseil régional, Gaëlle Lenfant. *"Qui peut dire que nous sommes dans le rouge ou non ? Je ne sais pas. Il faut laisser le temps à la structure"*, se défend Stéphane Corbin en renvoyant vers sa présidente Suzanne Ketchian, laquelle ne répond malheureusement pas à nos sollicitations... (*) Membre du Bureau national de l'UMP et vice-président de l'Agglomération beauvaisienne.

Exposition « disparue » à Marseille : plus de procédure, pas beaucoup plus de lumière

23/01/2014 Mise en cause dans la « disparition » cet été d'une vingtaine de tableaux d'une exposition d'art contemporain à Marseille, son organisatrice Suzanne Ketchian a refait surface pour réagir aux accusations du commissaire d'exposition Julien Blaine. Elle affirme que le département et la région qui lui avaient promis de l'argent l'ont lâchée en cours de route. La région ne commente pas, le département précise qu'il n'a vu aucune facture, et certains artistes qui n'ont toujours pas récupéré leur œuvre vont à leur tour prendre un avocat. Ce soir au Journal de la culture : **Suzanne Ketchian**, directrice de l'association Lesbian and Gay Parade, responsable de l'organisation de l'événement Europride cet été à Marseille, en partie dans le cadre de Marseille-Provence 2013 **Georges Tony-Stoll**, peintre et plasticien, il n'a toujours pas de nouvelle du collage de 1,90 m x 1,30 m qu'il avait créé pour l'exposition « Corps et histoire ». **Deux aspects intéressants L'état des tableaux** D'après nos informations les tableaux « disparus » se trouvent depuis six mois dans le local qui servait à l'association LGP. Le lieu est fermé et ses membres s'étaient faits discrets jusqu'à ce qu'un petit intérêt médiatique se manifeste. Le commissaire d'exposition Julien Blaine a porté plainte au commissariat mais pour l'instant, le local ne peut être perquisitionné par la police qui attend le rapport d'un huissier. Si les œuvres d'Orlan, Beatrice Cussol ou Georges Tony-Stoll s'y trouvent, dans quel état seront-elles à leur sortie ? Le commissaire d'exposition Julien Blaine s'en inquiétait. **Les conditions financières de l'exposition** Pour organiser l'exposition « Corps et histoire » ainsi que l'ensemble des événements de l'Europride, la directrice de l'association LGP Suzanne Ketchian affirme avoir reçu des promesses de subventions publiques de trois sources différentes : la mairie de Marseille, le conseil régional PACA et le conseil général des Bouches du Rhône. Or selon S. Ketchian, seule la mairie de Marseille a effectivement payé : 100 000 euros. Les services culturels confirment cette somme qui aurait été décidée directement par le cabinet du maire.

Ces 100 000 euros, Suzanne Ketchian dit les avoir entièrement dépensés dans la préparation de l'événement et s'être trouvée rapidement à cours de financement. C'est la raison pour laquelle l'association LGP aurait été contrainte d'annuler plusieurs concerts et se serait trouvée dans l'impossibilité de payer ni les artistes, ni le renvoi des œuvres. Que s'est-il passé entre les promesses de subvention au printemps et la fin de l'exposition le 19 juillet ? Suzanne Ketchian met en cause le

département et la région qui n'ont pas versé leur part de subvention. Mais elle se présente comme dépassée par l'affaire et dit ne pas connaître les raisons de cet abandon.

La région reste silencieuse. Cependant le département, lui, confirme volontiers qu'il n'a pas versé les 30 000 euros qu'il avait promis : et pour cause, justifie-t-il, la LGP ne lui a envoyé aucune facture.

La mairie de Marseille a-t-elle vu un tel document pour justifier des 100 000 euros que S.K. dit avoir dépensés ? Elle-même peut-elle en présenter une ? Nous n'avons pas eu le temps de poser ces questions en temps et en heure.



Europride 2013 à Marseille : les raisons d'un gâchis Economie de la culture [En 2018, la culture redevient capitale à Marseille](#). Cette vaste gay pride à l'échelle européenne devait attirer des milliers de personnes à Marseille. Mais la plupart des concerts et animations programmés ont dû être annulés faute de participants. Manque de communication, de moyens, "fantaisie des organisateurs" ? Comment expliquer un tel échec ? « *Triste* » ; « *Lamentable* » ; « *Un gâchis* »... Quelques jours après la clôture de l'[Europride 2013](#), la communauté gay de Marseille n'en finit plus de soigner sa gueule de bois. « *Le sentiment général, c'est qu'on est content que ça se termine !* » nous confiait, lundi, l'un des organisateurs de cette manifestation qui, du 10 au 20 juillet, a connu une lente agonie, entre festivités annulées et fréquentation en berne, sur fond de querelles entre associations locales. L'Europride 2013 s'est donc achevée samedi dernier par une « grande parade » qui a réuni, du Vieux-Port aux plages du Prado, entre 7 500 personnes (selon la police) et 50 000 (selon les organisateurs). Ce défilé, qui s'est déroulé dans une ambiance plutôt bon enfant, est considéré comme un succès. Enfin ! Après dix jours de galères et de désillusions, il était temps. A l'heure du bilan, l'association [Lesbian & Gay Parade \(LGP\)](#), organisatrice de la manifestation, reconnaît avoir pêché par ambition. D'une durée de onze jours et forte de plusieurs dizaines d'événements répartis sur trois sites, l'Europride marseillaise a vu grand, bien trop grand. A la [Friche de la Belle de Mai](#), l'Europride Park, regroupant une cinquantaine d'associations et d'exposants, avait des allures de village fantôme. Sur les plages du Prado, un lieu festif avait été aménagé à la manière d'un mini-Ibiza. Il était tout aussi désertique. Le [Dock des Suds](#), enfin, censé accueillir chaque soir des concerts et des nuits électro, a surtout vibré au rythme des annulations, les premières soirées n'ayant pas eu le succès escompté. Des échecs lourds de conséquences, entraînant dès les premiers jours un mauvais buzz autour de la manifestation, ce qui a découragé de nombreux visiteurs. Faute de clients, le Salon du mariage gay, organisé à l'Europride Park, a fait flop. Le concert de clôture de Boy George a été annulé, tout comme le live de Sheila, qui déclarait le 15 juillet, dans un communiqué laconique, jeter l'éponge pour cause de « *fantaisie des organisateurs* ». « Au début, ils annonçaient réunir un million de personnes, ce qui est tout à fait impossible » Hans de Meyer, président de l'European Pride Association « *La plus grosse erreur fut le manque de communication, c'est de ça dont dépend le succès d'un tel événement. Moi qui suis Belge, je n'ai pas vu grand chose à propos de l'Europride 2013 dans mon pays* », commente Hans de Meyer, président de l'[European Pride Association](#) (EPOA), l'organisme qui a décerné le label européen à Marseille en 2010. Depuis lors, il a suivi, fébrile, l'évolution du projet. Il ne cache pas avoir menacé à plusieurs reprises de retirer le label à Marseille. « *Une façon de mettre la pression* » sur les organisateurs marseillais, précise-t-il, ne voyant rien venir, ni programme, ni budget, jusqu'au mois de mars 2013. « *Au début, ils annonçaient réunir un million de personnes, ce qui est tout à fait impossible*, raconte de Meyer. *Ils se sont ensuite ravisés en parlant de 100 à 200 000 participants, mais ça me paraissait encore optimiste. Quant à attirer 6 000 personnes par soir durant dix jours sur les événements festifs, c'était une utopie...* » Du côté de la LGP, structure organisatrice de l'Europride, on fait profil bas. Et l'on déplore le « *manque de moyens financiers* » : le budget de 600 000 euros présenté à l'EPOA n'a jamais pu être réuni. Seule une subvention de 100 000 euros a été versée par la Ville de Marseille. Une somme venue s'ajouter aux 120 000 euros réunis auprès de partenaires privés. « *La LGP avait déposé des demandes de subventions au conseil général et à la région PACA, mais elles n'ont pas été votées à temps, nous les attendons toujours*, explique Stéphane Corbin, coordinateur de la marche. *Ce fut fatal aux cérémonies d'ouverture et de clôture. Nous avons dû réduire la voilure de l'ensemble de la manifestation. Quant à faire une grande campagne de communication, c'était hors de notre portée.* » Il préfère attirer notre attention sur les réussites de l'événement : « *Les conférences et temps militants à la Friche ont attiré du monde, assure-t-il. Tout comme la marche, qui a réuni entre 40 et 50 000 personnes sur 6 kilomètres en plein cagnard !* » Dernière cause du malaise, et non des moindres, le climat délétère qui règne, depuis plusieurs années, au sein du milieu associatif LGBT marseillais. Au point que l'année dernière, à

l'occasion de la Gay Pride 2012, deux cortèges bien distincts ont défilé : celui de la LGP et celui de l'association [Tous & Go](#). Le président de cette dernière, Christophe Lopez, se fait aujourd'hui accusateur : « Avec toutes ces annulations, des drames financiers personnels se sont joués. Commerçants et associations sont fous de rage. Les dirigeants de la LGP, qui ont organisé cette Europride, vont devoir rendre des comptes. » Au milieu de ce qu'il nomme une « guerre associative », Hans de Meyer préfère jouer les arbitres. « Tout le monde recherche un coupable. La LGP a certes fait des erreurs, mais la responsabilité est partagée par tous ceux qui, depuis ces dernières années, ont tenu des propos négatifs, et ont ainsi participé à la mauvaise image de l'Europride 2013. » La manifestation, qui s'est déroulée sans incident homophobe, aurait également pu permettre d'améliorer l'image de Marseille, réputée machiste. Ce n'est malheureusement pas cela que l'on retiendra de cette Europride 2013.

Les communautés LGBT de Marseille enterrent la hache de guerre SOCIAL – Après le fiasco de l'Europride l'été dernier et les dissensions en interne, les communautés LGBT de Marseille veulent faire table rase du passé et repartir du bon pied. Pour la première fois depuis 3 ans, une marche des fiertés sous une même bannière est même prévue le 5 juillet prochain. 11 févr. 2014 16:02Le service METRONEWS La communauté LGBT de Marseille enfin pacifiée ? Après le fiasco de l'Europride, les lesbiennes, gays, bi et trans de Marseille veulent faire table rase du passé pour repartir du bon pied. En deux ans, l'ensemble du tissu associatif n'aura pourtant pas manqué de se tirer dans les pattes. Été 2012, la marche des fiertés se fait en ordre dispersé. Pire l'année suivante. La grande fête de l'Europride tourne au vinaigre. Dissensions en interne, communication atone, public absent, artistes mécontents, Marseille devient la risée de la communauté LGBT. L'organisatrice de l'événement, Suzanne Ketchian, cristallise alors sur son nom tous les problèmes. "Elle a eu une volonté de tout s'accaparer, commente Christian De Leusse, organisateur du salon de l'homosocialité à Marseille. Le problème, c'est qu'elle s'est retrouvée toute seule à tout gérer avec un budget important. Elle a été complètement dépassée". "Tout le milieu associatif s'est retrouvé divisé", ajoute à ses côtés Philippe Murcia, président du collectif Idem. "Mais maintenant, c'est du passé, assure-t-il, on va de l'avant". **Une marche sous une même bannière le 5 juillet** Au mois de septembre dernier, un comité de pilotage s'est mis en place pour tenter de fédérer les 29 associations. L'enjeu : redonner vie à la communauté LGBT. Petit à petit, le travail de concertation aboutit. "Une marche des fiertés, sous une même bannière, aura lieu le 5 juillet prochain", se félicite Philippe Murcia. A l'approche des municipales, les communautés comptent maintenant faire pression sur les candidats pour améliorer l'image des LGBT. "Il y a toujours à Marseille un sentiment d'invisibilité. La ville ne s'engage pas dans une politique en notre faveur," commente le président du collectif Idem. Au total, 12 propositions, issues de la réflexion des différentes associations, seront ainsi adressées aux différents candidats pour les sensibiliser à la représentation de la communauté. Et il y a du travail. Selon un récent sondage du magazine Têtu, Marseille se classe à la 21e place sur 23 du classement des villes gay-friendly de France.



EuroPride 2013: Des artistes portent plainte pour récupérer leurs œuvres Publié par [Maëlle Le Corre](#) | 20 Jan 2014 [Mise à jour, 17h30] Modification de la citation de Stéphane Corbin et précision de la non-implication de la Fédération LGBT. Un article paru [sur le site du quotidien La Marseillaise](#) a réveillé les polémiques autour de l'[EuroPride 2013](#), qui s'est tenue à Marseille en juillet dernier. Six mois après l'événement, des artistes crient au scandale: certaines de leurs œuvres exposées à la Friche de la Belle de Mai ne leur ont toujours pas été restituées. Yagg a enquêté. **SANS NOUVELLES DE LA LGP** Marc-Antoine Serra, l'un des commissaires de l'exposition «Corps et Histoire», ne comprend toujours pas pourquoi les œuvres n'ont pas été rendues et explique sa collaboration avec la LGP, l'association organisatrice de l'EuroPride, et sa présidente, [Suzanne Ketchian](#): «Tout semblait normal au départ. Julien Blaine [l'autre commissaire de l'exposition] et moi avons préparé l'exposition en fonction des budgets. Deux jours avant l'ouverture, Suzanne Ketchian m'assure que les affiches et le catalogue seront bien là. Mais rien n'a été fait. Après l'exposition, les œuvres auraient du être renvoyées. On nous a dit que cela serait fait à partir de septembre. Deux ou trois artistes domiciliés à Marseille ont récupéré les leurs. Mais depuis aucune nouvelle de la part de Suzanne Ketchian ou de Renaud Lomont [administrateur de la LGP]. Les œuvres seraient donc dans les locaux de la LGP, et encore, rien n'est certain. Et nous ne savons pas non plus dans quel état.» **PLAINTÉ POUR ESCROQUERIE ET VOL** Le transporteur Orgatrans s'adresse désormais aux artistes pour régler les factures de la LGP. «Le transporteur se retourne contre nous, mais légalement, il en a le droit», explique un des artistes exposés à la Friche de la Belle de Mai, qui préfère garder

l'anonymat. Cet artiste n'a toujours pas récupéré les pièces qu'il a prêtées. Malgré de nombreux mails envoyés à Suzanne Ketchian, la seule réponse qu'il a reçue date de début septembre, dans laquelle la présidente de la LGP l'informait que ses biens étaient entreposés dans le local de l'association. Elle s'engageait alors à les lui renvoyer. Depuis, silence radio. Le 4 décembre, Julien Blaine a décidé de porter plainte contre Suzanne Ketchian et Renaud Lomont pour escroquerie et vol. Non seulement ses œuvres ne lui ont pas été restituées, mais ses prestations en tant que commissaire de l'exposition n'ont pas été réglées. Fin décembre, Marc-Antoine Serra a de son côté envoyé un courrier au Procureur de la République. **«UNE SITUATION DÉPLORABLE»** Pour Philippe Murcia, président du [collectif Idem](#), les révélations de *La Marseillaise* ne sont pas une grande surprise. Il n'a aucune nouvelle de Suzanne Ketchian ni de Stéphane Corbin, coordinateur de la marche de l'EuroPride, qui est aussi le porte-parole de la Fédération LGBT (laquelle, précise-t-il, n'a eu aucune implication dans l'organisation). Concernant la structure même de la LGP, il le dit sans détour: «Il n'y a plus personne derrière. Cette situation est déplorable». Le responsable associatif s'inquiète de ce désengagement, mais là encore, il ne s'étonne guère: «Fin septembre, le comité organisateur de l'Europride a tenu son assemblée générale à Vilnius. La LGP n'a même pas pris la peine de s'y rendre pour présenter son bilan. C'était déjà un premier signal: la LGP n'a pas honoré son obligation à rendre des comptes». En outre, le président du collectif Idem souligne les dégâts causés par la gestion du budget de l'événement: «Les associations marseillaises ont été impactées financièrement. Des procédures contentieuses sont en cours.» **PROMESSE DE SUBVENTIONS** Joint par Yagg, Stéphane Corbin ne comprend pas la polémique: «J'ai participé au démontage de l'exposition de la Friche. Tout ce qui a été exposé a été stocké au local de la LGP». Mais comme le rappelle Marc-Antoine Serra, impossible d'accéder au lieu. «Cette histoire peut se régler très facilement, assure Stéphane Corbin. Il suffit d'entrer en contact avec les bonnes personnes.» Si le bilan de l'EuroPride n'a pas été établi, explique-t-il, c'est pour une raison simple: «Le Conseil général et le Conseil régional avaient promis chacun 80.000 euros, et nous avons fabriqué notre budget sur cette promesse. Ce budget n'a pas été voté et n'a donc pas été versé à la LGP. Cela explique pourquoi personne n'a été payé.» Stéphane Corbin tient néanmoins à atténuer le procès d'intention qui se dresse autour de la LGP: «L'après-EuroPride a été une épreuve humainement terrible, pour Suzanne Ketchian et pour d'autres. On peut ne pas être d'accord, mais la LGP n'a pas voulu étaler sur la place publique certains commentaires reçus.» **PAS LES MOYENS D'ACHEMINER LES ŒUVRES** Injoignable pendant plusieurs mois, Suzanne Ketchian, la présidente de la LGP, a décidé «d'arrêter de faire comme si de rien n'était». Contactée par Yagg, elle confirme que les œuvres sont en effet stockées dans les locaux de la LGP. Elle et Renaud Lomont, l'administrateur de l'association, en ont restitué une partie, celles dont les propriétaires résident à Marseille et aux alentours. Pour les autres, assure-t-elle, la LGP les enverra... lorsqu'elle en aura les moyens. «L'association n'a aucun intérêt à garder ces œuvres!» s'exclame Suzanne Ketchian qui réfute les accusations de vol. La présidente de la LGP nie aussi avoir ignoré les mails des artistes désireux/ses de revoir enfin leurs créations, admettant néanmoins que ceux envoyés à son adresse de l'EuroPride risquent d'être partis dans le vide, puisque le nom de domaine a expiré. Suzanne Ketchian confie [être tombée en dépression](#) après l'événement et avoir passé une partie de l'automne en maison de repos: «Je n'ai pas encore accusé le coup. Aujourd'hui, je n'ai plus un rond, j'ai dormi plusieurs mois dans ma voiture, je me suis mise en danger, j'ai mis en danger ma famille. J'ai fait n'importe quoi.» **«DES ERREURS ONT ÉTÉ COMMISES»** «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, résume amèrement Suzanne Ketchian. On ne les a pas rêvés, ces financements, on nous les a assurés. Quand un directeur de cabinet du président de la région vous regarde droit dans les yeux et dit qu'il va vous soutenir, vous y croyez. Quand on a su que les subventions n'arriveraient pas avant octobre ou novembre, on a réduit la voilure. Ce n'est pas de gaîté de cœur que nous avons dû tronquer l'événement.» C'est donc de sa poche que la présidente de la LGP dit avoir avancé l'argent manquant à l'organisation de l'événement, au risque de perdre son logement et son travail. «Une certaine presse n'a parlé que des annulations de soirée, alors qu'il s'est quand même passé d'autres choses lors de l'Europride!», tempête-t-elle. Alors que certain.e.s déclarent ne pas avoir été du tout payé.e.s, Suzanne Ketchian assure, elle, avoir versé des avances à plusieurs personnes. Marc-Antoine Serra confirme en effet avoir reçu 1000 euros, tandis que Julien Blaine affirme n'avoir rien touché. «D'autres personnes ont reçu leur avance, mais ne sont même pas venues travailler», ajoute Suzanne Ketchian. «J'ai donné deux ans de ma vie à l'EuroPride. Il y a eu des erreurs qui ont été commises, mais je n'ai rien volé, je n'ai rien pris. L'argent que j'ai donné, je ne le reverrai jamais.» **L'APRÈS EUROPRIDE** De son côté, Philippe Murcia refuse que la LGP et les couacs autour l'organisation de l'EuroPride deviennent «l'arbre qui cache la forêt». Car le paysage associatif LGBT de Marseille est riche et a retroussé ses manches pour restaurer la réputation de la ville, ternie par un événement pour le moins décevant. «Aujourd'hui, il faut continuer à avancer. En septembre 2013, nous avons lancé un appel pour faire part de notre mécontentement, demander des

comptes aux organisateurs/trices et fédérer nos forces. Nous sommes entré.e.s dans une dynamique de travail pour préparer 2014.» Quatre groupes planchent aujourd'hui sur différents enjeux: un agenda LGBT pour la ville de Marseille, un projet de centre LGBT, la préparation des élections municipales et européennes, et les questions internationales telles que les Jeux olympiques de Sotchi. «L'EuroPride a semé le trouble dans la communauté LGBT. Aujourd'hui, les 22 associations qui ont répondu à l'appel savent qu'il n'y a aucun intérêt à entretenir les clivages.» **Photo** [Tael](#)



L'Europride de Marseille sera-t-elle sauvée par un sursaut militant? Publié par [Julien Massillon](#) | 18 Jul 2013 | Plus d'une semaine après son lancement, l'Europride de Marseille se cherche encore. Performances et soirées annulées, intervenant.e.s absent.e.s, artistes décommandé.e.s: l'événement n'est pas à la hauteur. Pour éviter le naufrage, des militant.e.s de plusieurs collectifs et associations se proposent de «redonner des couleurs à l'Europride». [Un rassemblement](#) en ce sens était organisé ce jeudi 18 juillet à 18h sur le Vieux Port. Pour Stéphane Montigny, président de Aides Paca, cet «acte de visibilité» est primordial pour mettre en avant l'Europride dans la ville. Selon lui, l'éparpillement géographique des lieux de la manifestation donne à celle-ci un aspect «très éclaté» qui la rend invisible. **«UNE IMPRESSION DE VIDE»**

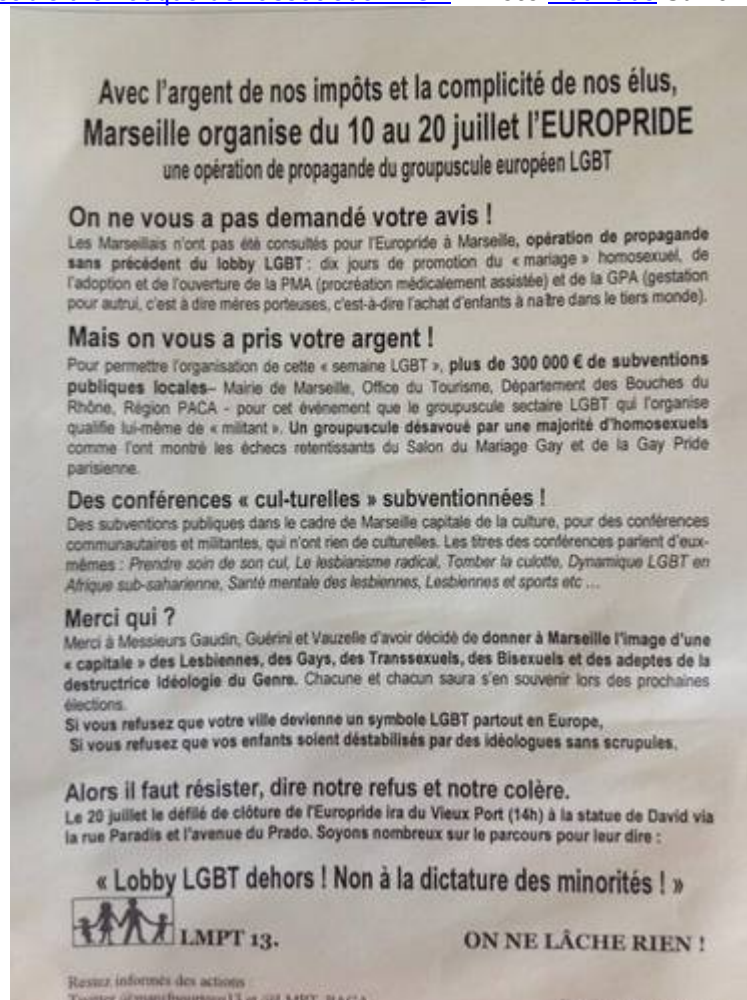
Un comble pour une opération censée donner aux LGBT l'occasion de se montrer et de démontrer de quoi ils/elles sont capables. Le problème s'est présenté dès la cérémonie d'ouverture: «Il était difficile de distinguer, au milieu des nombreux touristes, la poignée de militants et de sympathisants de la fierté homosexuelle finalement rassemblés sur le toit-terrasse du [MuCem]», constatait alors l'AFP. À la Friche de la Belle de Mai, une ancienne manufacture reconvertie en pôle culturel où est installé le Village associatif, «il ne se passe pas grand-chose, décrit un témoin à Yagg. Comme il n'y a personne, ça donne une impression de vide.» Parfois, quand il se passe des choses, tout va bien. Le sociologue [Éric Fassin](#) s'est dit «très content» des conditions dans lesquelles sa conférence s'est déroulée. Les visiteurs/ses sur place évoquent des échanges intellectuels riches, des rencontres variées avec des militant.e.s du Proche et du Moyen-Orient. «Le volet militant marche très bien, la conférence sur les trans' a été un succès, des gens se mobilisent pour la Marche du 20», positive Romain Donda, porte-parole de SOS homophobie Paca. Mais parfois, c'est un peu n'importe quoi. La réalisatrice et journaliste [Chriss Lag](#) avait proposé il y a plusieurs mois une conférence sur les enjeux de la PMA. Elle n'a jamais eu de retour des organisateurs/trices à ce sujet. «On a tardé à lui répondre», admet [Suzanne Ketchian](#), de la [Lesbian and Gay Pride Marseille](#) (LGP Marseille). C'est lorsque le programme des conférences a été dévoilé que Chriss Lag a appris «avec stupeur» qu'elle figurait à l'intérieur. «N'ayant jamais été contactée et n'ayant pas connaissance de cette programmation, (...) je ne pourrai pas y participer pour des raisons professionnelles», a-t-elle annoncé le jour même dans un communiqué. «Ce jour-là, j'étais en Allemagne, précise-t-elle à Yagg. Ils ont rempli une case pour faire joli avec mon nom.» Des soirées festives initialement prévues pour accueillir plusieurs milliers de personnes ont dû se contenter de quelques centaines de fêtard.e.s.

[Coraline Delebarre](#) du [Kiosque Info Sida](#) déplore que seules trois filles aient trouvé le chemin jusqu'à la salle de la Friche où avait lieu un atelier sur la sexualité entre femmes. Un autre atelier, consacré aux femmes et au BDSM, a été annulé car personne n'est venu. En l'absence de fléchage et de communication autour des événements, les participant.e.s potentiel.le.s n'ont pas dû trouver leur chemin. Romain Donda invite à prendre du recul: «Avec une centaine d'événements, un festival, des concerts, du sport, une marche, tout ne pouvait pas être parfait, on ne peut pas tirer à boulets rouges sur l'organisation». Coraline Delebarre non plus ne veut pas accabler Suzanne Ketchian, à la tête de l'Europride cette année. «Je l'ai eue au téléphone, elle semblait aussi embêtée que moi, explique la salariée du Kiosque Info Sida. C'est décevant car on pensait toucher un public varié et dense, mais c'est lié à un problème d'organisation et de dynamique qui n'a pas fonctionné. Il n'y a pas qu'une seule personne responsable.» Romain Donda partage quelque peu ce diagnostic: «On n'a pas suffisamment de mobilisation, mais c'est aussi la faute des associations». **«ON NE PEUT PAS CONTINUER À SE TIRER DANS LES PATTES»** Trop occupées à se faire la guerre? Depuis plusieurs années déjà, les bisbilles entre plusieurs responsables du monde associatif LGBT de la ville animent la vie locale. Dans un courriel envoyé lundi 15 juillet, [Christophe Lopez](#), président de Tous&Go, se proposait «de palier (sic) aux défaillances de l'organisation dont nous suivons chaque jour dans la presse les échecs». Le surlendemain, la page Facebook de l'association dévoilait un teaser vidéo annonçant la marche prévue samedi 20 juillet. Si le lecteur ne s'affiche pas, cliquez sur [Teaser Europride Marseille by Tous&Go](#) Une initiative généreuse pour joindre ses forces à celles de la LGP Marseille? Pas vraiment. Dans un autre mail, il s'est attaché à dénigrer vertement les organisateurs/trices de l'Europride. «Christophe a préféré ne pas participer à l'événement. Je regrette

qu'il n'ait pas été plus présent de façon productive, commente Romain Donda. On a de la chance d'avoir une Europride à Marseille, même si c'est difficile de rassembler. En tout cas, on ne peut pas continuer à se tirer dans les pattes.» **BOY GEORGE** La dimension européenne de l'événement a fait intervenir d'autres protagonistes, extérieurs à Marseille. Eux ne se gênent pas pour tirer. Très remonté, Marc Vedo, de la société Koolwaters au Royaume-Uni et manager de [Boy George](#), fustige avec virulence «l'absence de professionnalisme» de la LGP. «J'ai été assez stupide pour travailler avec ces gens et cela nous a fait perdre du temps», regrette-t-il. À l'origine du conflit, la venue de Boy George à Marseille pour le concert de clôture de l'Europride. En mars dernier, l'artiste aurait été annoncé parmi les célébrités internationales de la soirée. «C'était de la publicité mensongère, clame Marc Vedo. Ils ne m'avaient jamais contacté! Quand j'ai vu ça, je leur ai demandé de retirer son nom.» Suzanne Ketchian s'explique: «En mars, Boy George avait été approché pour le concert de La Troya à Marseille. Ce n'était pas nous.» Il y a un mois de cela, Marc Vedo dit avoir reçu un appel de la LGP, pour lui demander, de façon très officielle cette fois, de faire venir Boy George à Marseille. Le manager a accepté, à la condition expresse qu'aucune publicité ne soit faite autour de cela avant que les contrats soient signés. Là encore, le nom de Boy George réapparaît dans la communication autour de l'Europride, au grand dam de Marc Vedo. D'autant plus que deux semaines avant le concert, le contrat n'avait pas été signé et les billets de l'artiste et des personnes qui l'accompagnent n'avaient pas été payés. «Ils me disaient qu'ils attendaient de l'argent de la ville de Marseille, qu'ils ne pouvaient pas me payer tout de suite, mais qu'il fallait me détendre. Nous ne leur faisons pas confiance.» Marc Vedo a dès lors annulé la venue du chanteur et assigné l'Europride en justice. Là encore, Suzanne Ketchian se justifie: «La première fois que j'ai été contactée par Marc Vedo, c'était le 8 juillet. Avant cela, j'étais en relation avec Michael Bizet [à la tête de [JeBookUnestar.com](#), ndlr], qui m'a lui-même contactée le 20 juin en tant que représentant de Boy George en France. Et je lui ai indiqué que j'attendais des subventions de la région Paca.» À ce jour, l'Europride indique avoir touché 100000 euros de subvention de la ville de Marseille. La région doit lui en verser 30000 dans le cadre de sa communication et une délibération est prévue le 28 septembre pour allouer 40000 euros supplémentaires à l'Europride. La communauté urbaine Marseille Provence Métropole participe également à hauteur de 77000 euros, mais pas sous la forme de subventions: elle fournit entre autres des barrières, des bennes et des espaces d'affichage. **SHEILA** Sur [son site officiel](#), [Sheila](#) a de son côté mentionné sa «rage» et sa «tristesse» de ne pas pouvoir chanter à l'Europride. La chanteuse a fustigé «la fantaisie des organisateurs», déplorant que l'existence soit pleine de «gens formidables» mais aussi «de personnes beaucoup moins honnêtes et sérieuses». Son entourage indique «que le nom de Sheila a été utilisé, mais qu'il n'y a pas eu de moyens mis en place pour la recevoir». «Je ne peux pas vous dire grand-chose car il s'agit d'une production privée, pas de la LGP, se défend Suzanne Ketchian. Je l'ai découvert comme vous.» **NICE** Vue de Nice, la situation semble critique: «Marseille va mettre 10 ans à s'en remettre, prédit Henri Deschaux Beaume du [Centre LGBT de Nice](#). L'Office de Tourisme de Nice a payé pour être dans les programmes, mais on n'est cité nulle part. Ils n'ont absolument pas communiqué. On est devant quelque chose de complètement délirant, l'organisation est catastrophique et honteuse. On a été mis dans une espèce de hangar [la Friche, ndlr], mais il n'y a personne. On aurait fait à Nice le cinquième de ce que Suzanne Ketchian a fait à Marseille, on nous aurait mis dehors!» L'intéressée rétorque que l'Office figure bien parmi les partenaires mais pas en tant qu'annonceur: «Peut-être qu'on s'est mal compris, mais ce seraient les seuls à l'avoir compris comme ça.» **«LOBBY LGBT DEHORS!»** Un tract de la «Manif pour tous» est toutefois venu calmer les esprits, au moins temporairement. Selon les auteur.e.s de ce brûlot, l'Europride serait «une opération de propagande sans précédent du lobby LGBT», ce «groupuscule désavoué par une majorité d'homosexuels». «Lobby LGBT dehors! Non à la dictature des minorités!», conclut le pamphlet.

Face à cela, même les plus remonté.e.s s'accordent pour faire profil bas: «Il faut se rassembler, mais après, très clairement, on demandera des comptes à la LGP», promet Henri Deschaux Beaume. Le [collectif Idem](#), rassemblant plus de 10 associations locales et qui s'est créé en marge de la LGP, s'efforce de tenir un discours positif, vantant «un programme large et accessible» qui offre la possibilité «de rencontrer des militants internationaux». «Cette parole-là, on l'entend où et quand en France? Elle est là, alors venez!», insiste Philippe Murcia. Le président du collectif reconnaît «des difficultés d'organisation importantes», «la perte d'interven.e.s», mais il veut désormais que l'attention se porte sur «la célébration festive» qui marquera le terme de l'Europride et veut «privilégier la dimension militante». **EXCUSES** Suzanne Ketchian tient à «s'excuser pour le chamboulement». «Pour la partie festive, on a vu trop grand, concède-t-elle. On s'en excuse.» Invité du Talk Actualité sur [MarsActu](#), Nicolas Sanssouci de la LGP Provence a reconnu mercredi 17 juillet le «bordel qu'il y a eu sur l'Europride». Il admet par ailleurs un «manque d'humilité» quant aux ambitions initiales mais se défend en faisant sienne la principale critique adressée aux organisateurs/trices: «Oui, nous sommes

des amateurs, nous ne sommes pas des professionnels», rétorque-t-il face [aux attaques faisant état d'amateurisme](#). Il reste encore quelques jours à la LGP pour redresser la barre. L'heure de vérité aura lieu samedi, lors de la Marche des Fiertés prévue dans la ville. Le militant est optimiste: «On ne peut que mieux faire». Si le lecteur ne s'affiche pas, cliquez sur [Le talk actualité Marsactu : Nicolas Sanssouci, responsable thématique de l'association LGP](#) [Photo YouTube](#) [Suivez Julien Massillon sur](#)



Twitter: [JulienMsln](#)

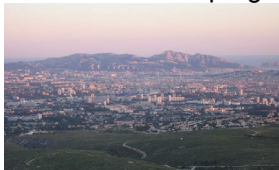


Europride 2013, "Oui, nous sommes des amateurs"

À la une Élodie Crézé 17 Jul 2013 [12](#) Événement très attendu au coeur de l'année capitale, l'Europride 2013 devait être l'occasion de lier dimension militante, culturelle et européenne. Une aubaine pour les organisateurs et notamment pour Nicolas Sanssouci, responsable thématique pour la LGP Provence (lesbian et gay parade), association organisatrice de l'Europride 2013. *"Cela nous permet de profiter de cet engouement autour de la capitale culturelle, de profiter du monde qu'il y a pour porter les projets de la population LGBT marseillaise [lesbian, gay, bi et trans, ndlr], nationale et européenne"*. Malheureusement, depuis le début de la manifestation, une certaine désorganisation et une défaillance de communication a provoqué de nombreux ratés. Parmi les plus flagrants, la cérémonie d'ouverture transformée en fête en petit comité, le concert d'ouverture de Fatboy Slim initialement prévu sur l'esplanade du J4 délocalisé au Dock des Sud sans annonce préalable sur le site de l'Europride. Ou encore la rencontre des 2013 couples homosexuels baptisés "mariés de l'an 1" qui devaient se réunir devant le Mucem, finalement annulée. Bref, cela cafoille sévère depuis le début. A ce sujet, Nicolas Sanssouci exprime son mea culpa tout en se défendant : *La LGP Marseille a peut-être manqué un peu d'humilité. Et quand j'entends nos détracteurs nous dire que nous sommes des amateurs, j'ai envie de leur répondre oui, nous sommes bien des amateurs. Mais ce n'est pas en crachant sur nous et le collectif d'associations qui travaille que l'on va avancer. "Demandes de subvention farfelues"* Derrière les "détracteurs" visés, il est plus particulièrement question de

Christophe Lopez, le président de Tous&Go, – association qui programme chaque année la Marche pour l'égalité – qui ne fait pas partie du collectif organisateur de l'Europride 2013. Celui-ci a dénoncé un montage financier opaque et des demandes de subvention "farfelues" [260 000 € de subventions publiques dont l'utilité est contestée ont été versées à la LGP Marseille – ndr]. Dans un communiqué adressé à la presse ce matin, le président dénonce : *"L'aspect financier d'une manière générale a été traité de manière déplorable par la LGP. En créant l'association "Marseille Europride 2013" comme je le demandais qui aurait fédéré tous les acteurs LGBT mais aussi les collectivités, elles auraient pu apporter une aide financière et en contrôler la bonne utilisation, cette catastrophe aurait pu être évitée."* S'il est peut-être un peu prématuré de parler de catastrophe alors que l'événement n'est pas terminé, Christophe Lopez accuse nommément les responsables de la LGP Marseille Suzanne Ketchian, présidente de son état, Gilles Dumoulin et Stéphane Corbin d'être à l'origine d'un "fiasco". Mais il s'en prend également avec virulence à la Ville de Marseille : *"Nous sommes en colère contre la municipalité de Marseille, qui malgré nos avertissements, a cautionné sans discernement les organisateurs pour des questions politiques et je le dis, pour affaiblir un pseudo gay power qui fait si peur au cabinet du Maire. Celui-ci et ses services ont en effet très vite compris, les lacunes et incompétences des organisateurs. [...] Ils portent une responsabilité dans cet échec. Délibérer à la va vite une subvention de 100 000 euros sans exercer de contrôle [...] est inacceptable"*.

Au milieu de cette "guerre des chefs et des égos", comme la qualifie Nicolas Sanssouci, le président de l'EPOA (l'European Pride Organisers Association) Hans de Meyer a tapé plusieurs fois du poing sur la table, sans parvenir à régler la crise. *"De toute façon, ce n'est pas à lui d'intervenir au niveau local. Marseille présente un milieu associatif très compliqué"* argue le responsable thématique de la LGP. Quant aux accusations de Tous&Go, Nicolas Sanssouci réplique en les imputant à un sentiment de frustration : *"on leur a tendu la main au départ, ils l'ont refusé et maintenant ils viennent nous critiquer."* Hors caméra, l'organisateur ajoute *"Suzanne Ketchian a repris le flambeau très rapidement, au lendemain de la démission de Gilles Dumoulin [l'ancien président de LGP, ndr]. D'où le côté précipité de la demande de subvention."* Pour lui, l'urgent reste de *"passer la main à la nouvelle génération, car ce sont les mêmes dirigeants depuis des années. Après, si on ne peut pas travailler ensemble, autant ne rien faire"*. En attendant la Grande parade de samedi prochain, des rencontres autour de l'exclusion et de la discrimination des LGBT ont lieu à la Friche Belle de Mai et au Pharo. L'ensemble de la programmation est à retrouver sur le [site de l'Europride 2013](#).



EuroPride: Des soupçons de favoritisme viennent ajouter au fardeau des militant.e.s Publié par [Maëlle Le Corre](#) | 31 Jul 2013 [mise à jour, 1er août, 11h13] Ajout des propos de Mourad Guichard. L'EuroPride n'est terminée que depuis une dizaine de jours et déjà quelques révélations font surface pour tenter d'expliquer [le cuisant échec de cette manifestation LGBT](#) de grande envergure. Rue89 a publié lundi [un article indiquant des liens entre les subventions](#) de la mairie de Jean-Claude Gaudin et un élu UMP de Beauvais, Sébastien Chenu, cofondateur de [GayLib](#) et récent soutien de [la candidature à la Mairie de Paris de Nathalie Kosciusko-Morizet](#), qui, en matière d'égalité des droits, s'était illustrée par son [«abstention militante»](#) sur la question du mariage et de l'adoption – il briguerait d'ailleurs la mairie du 11^e arrondissement, où il s'est fait [très présent au cours des dernières semaines](#). Si ce dernier s'estime diffamé, certains membres d'associations LGBT marseillaises y voient aussi une preuve du manque de transparence et d'éthique dans la gestion de la Lesbian & Gay Pride de Marseille. Yagg a recueilli les réactions pour mesurer l'onde de choc provoquée par cette nouvelle. **COLLUSION AVEC LA MAIRIE?** Contacté par Yagg, le principal intéressé n'a pas caché son énervement et indique qu'il a demandé un droit de réponse à la rédaction de Rue89, [publié aujourd'hui](#): «Cet article est une accumulation de contre-vérités, de supputations et d'amalgames douteux, affirme Sébastien Chenu. Il ne repose sur rien de concret. Tout ça parce que je suis un élu UMP, alors que j'ai milité toute ma vie pour l'égalité des droits!» Pour cet ancien de GayLib, il n'existe aucun lien entre la subvention de 100000 euros accordée par la mairie de Marseille et l'activité qu'il a menée avec son entreprise pour l'EuroPride. «C'est moi qui ai démarché les organisateurs/trices de l'EuroPride. J'ai envoyé un mail à la mairie qui m'a transmis les coordonnées de [Gilles Dumoulin](#) [l'ancien président de la Lesbian & Gay Pride]. Ça a été mon seul contact avec la mairie de Marseille. Après leur avoir fait une offre plutôt ambitieuse, je n'ai plus eu de nouvelles, puis c'est [Suzanne Ketchian](#) qui est revenue vers moi. J'ai donc fait une autre proposition qui leur convenait davantage.» Sébastien Chenu, ou plutôt son agence de communication SC Conseils, créée à l'automne 2012, signe donc un contrat avec les organisateurs/trices. En plus de donner de la visibilité à l'événement, c'est aussi lui, dit-il, qui a décroché le [parrainage](#) de [Laurent Kérouad](#), l'acteur

de *Plus Belle La Vie*. «J'avais un contrat de cinq mois, payé 3500 euros de mars à juillet, détaille Sébastien Chenu. À l'heure qu'il est, je n'ai reçu qu'un seul mois de ce que l'association me doit.» Le contenu de l'article est dur à avaler: «Ça n'a aucun lien avec le boulot que j'ai accompli. Je suis victime dans cette histoire, insiste-t-il. J'ai créé SC Conseils il y a un an, j'ai travaillé dur, je n'ai pas attendu l'EuroPride pour décrocher d'autres contrats!» «Sébastien Chenu, je n'ai jamais rencontré cette personne, affirme Olivier Gineste, directeur du service communication de la mairie de Marseille, chargé de la gestion des grands événements. Et je ne vois pas bien quelle collusion on peut faire entre ce prestataire et la mairie.» Il indique que, depuis longtemps, la ville a soutenu contre vents et marées l'EuroPride: «On a dû faire face à une opposition très forte de la part du Front national lors des délibérations sur la subvention au conseil municipal. La mairie a aussi pris la défense de la LGP face à la préfecture. À toutes les demandes que nous avons eues, nous avons répondu "Oui". Pour nous, cette EuroPride est une occasion ratée.» Et peut-être aussi une perte d'argent: «Aujourd'hui, nous allons devoir vérifier que l'argent qui a été versé a bien servi à l'organisation des événements. Il ne s'agit pas de chercher à récupérer la subvention, mais c'est la loi, nous devons savoir où il est passé, car c'est de l'argent public.»

LES SUBVENTIONS: UN PROBLÈME MARSEILLAIS? À Marseille, l'article de Rue89 n'a pas échappé aux associations: «Ce n'est ni étonnant, ni un problème que la LGP ait fait appel à une boîte de communication, constate Romain Donda. Mais si de l'argent des subventions a été utilisé pour autre chose que l'organisation de l'événement, alors c'est effectivement un problème.» Si ce membre de SOS homophobie PACA ne souhaite pas polémiquer sur les révélations de l'article de Rue89, le militant s'interroge tout de même sur les causes et les conséquences de ce genre d'affaires: «À force, on va finir par ne plus avoir de subventions du tout, plaisante-t-il. Il faudrait ajouter un regard citoyen dans l'attribution et l'utilisation des subventions.» Romain Donda rappelle que déjà [«l'affaire Guetta»](#) avait créé la polémique quelques mois auparavant. Le DJ français s'était vu attribué par la mairie une subvention de 400000 euros pour un concert gratuit au parc Borély le 23 juin, une subvention jugée abusive et qui avait déclenché une certaine colère, même en dehors de Marseille. Le concert avait finalement été déplacé et l'argent remis en débat au conseil municipal. Les subventions, un problème fréquent à la mairie de Marseille? Romain Donda n'est pas loin de le penser... «J'ai été assez stupéfait, avoue Philippe Murcia, du collectif Idem Marseille. D'après Suzanne Ketchian et [Stéphane Corbin](#), ces 100000 euros de la mairie servaient à la Friche de la Belle de Mai et à financer les conférences.» Conférences qui, pour une partie d'entre elles, [ont été annulées au fur et à mesure](#), la faute à une organisation plus que bancal. En outre, Philippe Murcia critique un réel manque de transparence dans la gestion et la communication de l'EuroPride: «Cela a été fait en club fermé. La LGP nous a dit qu'elle gérait tout ça, déplore-t-il. On nous a tenu à l'écart puisqu'Idem ne fait pas partie du conseil d'administration. La LGP n'a pas respecté son contrat moral, et n'a pris aucune initiative pour dresser un bilan avec nous et les autres associations depuis que l'EuroPride est terminée.»

«S'IL Y A EU MALHONNÊTÉTÉ, QU'ILS LE PROUVENT!» Contacté par Yagg, Stéphane Corbin donne des détails sur la subvention accordée pour l'utilisation de la Friche de la Belle de Mai: «Il s'agissait d'une convention entre la ville de Marseille et la LGP pour la location du lieu qui hébergeait les expositions, les conférences, explique-t-il. La subvention a permis d'en payer une partie.» [Le Conseil régional et le Conseil général](#) ont eux aussi accordé des subventions aux organisateurs/trices de l'EuroPride, mais Stéphane Corbin reste prudent: «J'attends de voir les votes à ce sujet de la part de la gauche, affirme-t-il. Je constate en tout cas que la mairie nous a, elle, vraiment soutenu.e.s.» Quant au contrat avec SC Conseils dont parle l'article de Rue89, le coordinateur de la marche se défend d'en avoir jamais eu connaissance, mais a un avis bien tranché quant aux accusations portées contre Sébastien Chenu: «L'article sous-entend qu'il y aurait eu emploi fictif, mais n'apporte aucune preuve! Je ne vois pas l'intérêt de sortir ça, à part pour montrer que l'organisation de l'EuroPride était bidonnée. Si les journalistes ont des preuves qu'il y a eu malhonnêteté, qu'ils le prouvent, je les y encourage, même!» Auteur de l'article de Rue89, Mourad Guichard a souhaité réagir aux propos de certaines personnes interviewées par Yagg: «Mon boulot n'a pas consisté à porter des accusations, mais certains éléments poussent malgré tout à se poser des questions: le fait qu'une boîte de communication se crée pile au moment où la mairie préconise que la LGP y fasse appel, la proximité entre Jean-Claude Gaudin et Sébastien Chenu, et enfin le fait que je possède le devis en question, ainsi que les échanges de mails dans lesquels la mairie répond qu'elle a transmis les coordonnées de la LGP à Sébastien Chenu.» Mourad Guichard s'est intéressé au dossier EuroPride bien avant le début de l'événement et la médiatisation de son échec: «C'est au cours d'une conversation avec des cadres associatifs que j'ai entendu parler de ces histoires de subventions. De là j'ai cherché à en savoir plus.» Pour les personnes investies dans l'organisation de l'EuroPride, mais aussi pour celles et ceux qui y ont participé, nul doute que d'autres éléments surgiront dans les semaines à venir pour expliquer le fiasco de cette édition marseillaise. En attendant, ces révélations, loin d'apaiser les consciences, remuent le couteau dans la plaie. **Photo**

Vincent À la demande de la société SC Conseils, nous publions un droit de réponse, rédigé dans les mêmes termes exactement que celui qui a été demandé à Rue89. Nous réfutons néanmoins les accusations qu'il contient, l'«enquête basique» réclamée a été menée, les propos rapportés sont exacts et notre objectif est d'informer et non de «créer confusion et amalgames douteux». Les faits rapportés sont d'ailleurs les mêmes que ceux indiqués dans le droit de réponse, à l'exception du nombre de mois payés à SC Conseils: le droit de réponse en mentionne deux, alors que M. Chenu a indiqué à Yagg par téléphone que le chiffre de deux, donné par Rue89, était une erreur.

Droit de réponse de la société SC Conseils: – L'article du 31 juillet, paru sur votre site, mettant en cause la société SC Conseils ne vise qu'à créer confusion et amalgames douteux et ne répond à aucune réalité, tant sur les informations que sur les conclusions qui en sont tirées de façon très partielle. Je m'étonne d'ailleurs de voir un média publier des informations que les simples faits de la réalité contredisent. Une enquête basique aurait suffi à démentir l'intégralité de ce papier. – Comme tout prestataire et professionnelle du conseil et de la communication la société SC Conseils a proposé ses services à la LGP, organisatrice de l'Europride 2013 en amont. SC Conseils n'étant en rien organisateur de cet événement. – Après plusieurs mois de discussions, et de multiples interlocuteurs côté Europride la société SC Conseils a signé un contrat d'assistance avec les organisateurs. Ce contrat fut signé pour 5 mois, rémunéré 3500 euros HT mensuels. A ce jour seuls 2 mois ont été honorés par un paiement de la LGP. – La société SC Conseils s'est acquittée de l'ensemble des obligations du dit contrat. L'ensemble de cette opération a été réalisée dans un strict respect du cadre légal et réglementaire. – Tout autre sous-entendu, amalgame ou procès d'intention véhiculé par quiconque et de quelque façon que ce soit m'amènerait à saisir immédiatement la justice. Pour SC Conseils S.Chenu, Président



Derrière l'échec de l'Europride de Marseille, un parfum de favoritisme L'Europride 2013 de Marseille, dont tous les observateurs déplorent le bilan calamiteux (voir Télérama, France Info ou encore La Provence), a-t-elle servi de potentielle tirelire à un proche de Jean-Claude Gaudin, le maire UMP de la... **Par [mourad guichard](#) Publié le [29 juillet 2013 à 17h29](#)**
Vue des participants de l'Europride 2013 à Marseille, le 20 juillet 2013 - Claude Paris/AP/SIPA
L'Europride 2013 de Marseille, dont tous les observateurs déplorent le bilan calamiteux (voir [Télérama](#), [France Info](#) ou encore [La Provence](#)), a-t-elle servi de potentielle tirelire à un proche de Jean-Claude Gaudin, le maire UMP de la ville ? C'est ce que dénonce un ancien cadre de la Lesbian and Gay Parade Marseille, l'association organisatrice de l'événement : « Le message était on ne peut plus clair. Si nous souhaitons une subvention, elle passait par un contrat avec le prestataire de leur choix, dans ce cas précis SC Conseils, la boîte de com' de Sébastien Chenu. » « Dans l'intérêt des organisateurs » Dans une série d'e-mails échangés fin 2012 entre les organisateurs de l'Europride, le cabinet de Jean-Claude Gaudin et Sébastien Chenu, il apparaît effectivement qu'une mise en relation a bien été effectuée. Mais l'intéressé dément tout favoritisme. « C'est complètement farfelu et tiré par les cheveux. C'est moi qui ai demandé à mettre mon expérience à leur service, et oui, la mairie m'a transmis les coordonnées des organisateurs. » A la mairie de Marseille, un cadre « événementiel » reconnaît cette « mise en relation », mais assure que « c'est dans l'intérêt des organisateurs ». Coïncidence troublante : la création de l'agence SC Conseils a opportunément eu lieu le 5 octobre 2012 avec un capital de 200 euros, comme l'indique le site [Societe.com](#). Soit pile au moment où ont commencé les discussions autour de ce contrat.

Capture d'écran de la fiche de SC Conseils sur Societe.com - [Societe.com](#) Dans une première « proposition d'accompagnement et d'assistance » datée du 31 octobre 2012, Sébastien Chenu place la barre très haut. Il réclame « 60 000 euros HT (hors transports, hébergements) » pour un service minimum n'incluant pas la communication. « Cette prestation n'a pas vocation à se substituer à une agence événementielle ou de communication et exclut de fait l'organisation technique et pratique des événements, la démarche partenariats commerciaux, la gestion budgétaire, le Web et les relations internationales. »

Un parrain acteur de « Plus belle la vie » Par e-mail, un « general manager » de la ville insiste de nouveau sur cette nécessité d'obtenir « l'aide d'un professionnel de la communication ».

« Toutefois, l'aide fournie par la Ville de Marseille va nécessiter d'étayer le dossier [...] afin de présenter l'Europride au prochain conseil municipal. L'aide d'un professionnel de la communication me semble à ce stade nécessaire. » La subvention, d'un montant de 100 000 euros, étant tout entière absorbée par le devis de SC Conseils (en comptant les taxes, les transports et hébergements), une négociation s'engage alors entre les différents partenaires. Et Sébastien Chenu consent une diminution de son traitement. « L'organisation n'est pas fortunée, nous sommes tombés d'accord pour des factures de 3 500 euros hors taxes et sans les frais, sur cinq mois. »

Quelques jours après la fin de l'événement, Sébastien Chenu assure n'avoir perçu que deux versements de 3 500 euros. « Sincèrement, je pourrais me tourner contre l'organisation, mais c'est une cause qui me tient à cœur. J'ai rempli mon contrat, et même au-delà. » Concrètement, le cofondateur de GayLib, mouvement lesbien, gay, bi et trans (LGBT) associé à l'UMP et qui en a [claqué la porte](#) en janvier 2013, dit avoir « apporté des témoignages sur le site internet de l'Europride » et obtenu « le parrainage de Laurent Kerosoré, acteur de "Plus belle la vie" » incarnant un jeune barman gay. « C'est une figure emblématique et il habite Marseille. A chacune de ses interviews, il en a parlé pour donner de la visibilité à l'événement. » Une explication politique

Derrière le fiasco de l'Europride 2013, il y a sans doute une guerre interne que se livrent, depuis plusieurs mois, les associations LGBT. Sébastien Chenu s'y dit étranger : « Ils ont des histoires internes auxquelles je n'ai rien compris, c'est un panier de crabes impossible. » Un autre cadre associatif croit détenir une explication plus politique : « Chenu est un proche de Copé et Gaudin, deux opposants au "mariage pour tous". Alors que d'autres ont claqué la porte, lui reste dans l'espoir d'obtenir une investiture. Ce petit arrangement marseillais aurait pu passer inaperçu s'il n'y avait pas cet aspect du dossier. » Actuellement élu à Beauvais, cet ancien collaborateur de Christine Lagarde s'est rapproché de NKM et organise, dans la perspective des municipales 2014, son implantation dans le 11^e arrondissement de Paris. Droit de réponse de la société SC Conseils - L'article du 29 juillet, paru sur votre site Rue89, mettant en cause la société SC Conseils ne vise qu'à créer confusion et amalgames douteux et ne répond à aucune réalité, tant sur les informations que sur les conclusions qui en sont tirées de façon très partielle. Je m'étonne d'ailleurs de voir un média publier des informations que les simples faits de la réalité contredisent. Une enquête basique aurait suffi à démentir l'intégralité de ce papier. - Comme tout prestataire et professionnelle du conseil et de la communication la société SC Conseils a proposé ses services à la LGP, organisatrice de l'Europride 2013 en amont. Au delà de l'aspect professionnel, l'idée de participer à cet événement, au regard de mes engagements militants, me semblait important. - Après plusieurs mois de discussions, et de multiples interlocuteurs côté Europride la société SC Conseils a signé un contrat d'assistance avec les organisateurs afin de renforcer la notoriété de la manifestation, en particulier lui trouver un parrain. Ce contrat fut signé pour 5 mois, rémunéré 3500 euros HT mensuels. A ce jour seuls 2 mois ont été honorés par un paiement de la LGP. - La société SC Conseils s'est acquittée de l'ensemble des obligations du dit contrat, dépassant largement le résumé fait dans votre article. L'ensemble de cette opération a été réalisée dans un strict respect du cadre légal et réglementaire. - Tout autre sous entendu, amalgame ou procès d'intention véhiculé par quiconque et de quelque façon que ce soit m'amènerait à saisir immédiatement la justice.

Pour SC Conseils S.Chenu, Président [mourad_quichard](#) Journaliste

SC-CONSEILS

40 Rue Condorcet
75009 Paris

[Ajoutez le logo de votre société](#)

[Complétez la fiche SC-CONSEILS](#)

[Surveillez cette entreprise](#)

Identité
Analyse financière
Aucun bilan
Enquête terrain
Cartographie
Achat de documents

Dernière mise à jour le 27.07.2013 [Version imprimable](#)

Renseignements juridiques

Activité	Conseil en relations publiques et communication 7021Z	SIRET	78859318400013
		RCS	Paris B 788 593 184
		Capital social	200,00 EURO
Catégorie	Services	Immatriculation	05-10-2012
Siège social	40 Rue Condorcet 75009 PARIS	Nationalité	France
Forme juridique	SARL unipersonnelle	Obtenir le numéro de TVA	

[Voir les 7947 sociétés du même secteur](#)

Dirigeants (1)

Gérant [M. Sébastien CHENU](#)

[Cartographie gratuite des dirigeants](#)